

L'édition 2012 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* met l'accent sur l'importance que revêt la croissance économique dans la lutte contre la pauvreté, la faim et la malnutrition. Nous constatons avec satisfaction que beaucoup de pays en développement – pas tous malheureusement ont pu se prévaloir de taux de croissance remarquables au cours des dernières décennies. Une forte croissance du PIB par habitant est certes un moyen essentiel de faire reculer l'insécurité alimentaire et la malnutrition, mais la croissance économique en elle-même n'est pas un gage de succès. Comme Jean Dreze et Amartya Sen l'ont récemment indiqué: «pour que les fruits de la croissance économique soient bien répartis, il faut à la fois mettre en œuvre des politiques publiques volontaristes, et faire en sorte – ce qui est très important – que les recettes publiques issues d'une croissance économique rapide soient utilisées à bon escient pour les services sociaux, en particulier la santé et l'éducation publiques»¹ Nous partageons cet avis sans réserve.

Il y a encore trop de situations dans lesquelles les pauvres ne bénéficient pas assez des avantages produits par la croissance économique. C'est le cas, par exemple, quand la croissance est le fait de secteurs qui ne créent pas suffisamment d'emplois pour les pauvres ou quand ces derniers n'ont pas un accès sûr et équitable aux moyens de production, notamment la terre, l'eau et le crédit. Il en va de même quand les pauvres ne peuvent pas saisir immédiatement les chances offertes par la croissance, à cause de la dénutrition, du manque d'instruction, de problèmes de santé, de l'âge ou de la discrimination sociale.

Mais, dans toutes les régions en développement, il y a un enseignement que nous avons tiré des initiatives couronnées de succès: plus que l'investissement dans les autres secteurs, l'investissement dans l'agriculture peut être créateur d'une croissance économique dont les personnes touchées par la pauvreté, la faim et la malnutrition peuvent largement profiter. Il nous faut bien reconnaître, toutefois, que ce n'est pas toujours vrai. Compte tenu de la progression inexorable de l'urbanisation dans les pays en développement, il faudra que les efforts de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire visent également les zones urbaines. Cependant, dans beaucoup de pays à faible revenu, l'agriculture demeure la principale source d'emplois et les pauvres des zones urbaines consacrent la plus grande partie de leurs revenus à l'alimentation. En outre, dans un proche avenir, la majorité des personnes touchées par la pauvreté et la faim continueront à vivre en milieu rural et l'amélioration de leurs moyens d'existence dépendra directement ou indirectement des investissements dans les infrastructures rurales et les petites exploitations agricoles.

La présente édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* attire l'attention sur l'intérêt qu'il y a à investir dans une croissance agricole centrée sur les petites exploitations. Compte tenu de la double nécessité de protéger l'environnement et de faire reculer la faim, la pauvreté et la malnutrition, nous engageons toutes les parties prenantes à promouvoir les solutions concrètes qui encouragent l'intensification durable des systèmes de production alimentaire, garantissent une participation massive des petits exploitants agricoles et des autres ruraux pauvres et préservent les ressources naturelles – notamment grâce à la limitation des pertes après récolte et des gaspillages le long de la chaîne alimentaire. Des prix élevés des produits agricoles encouragent l'investissement dans l'agriculture. Mais il est aussi indispensable de mettre en œuvre des politiques plus efficaces et d'améliorer la gouvernance pour garantir un développement qui soit durable et remédier aux incidences que la plus forte instabilité des prix et la hausse du coût des produits alimentaires risquent d'avoir sur les pauvres, dont la plupart sont des acheteurs nets.

Le rapport montre, preuves convaincantes à l'appui, que les personnes touchées par la pauvreté, la faim et la malnutrition utilisent une partie de leurs revenus supplémentaires soit pour produire, soit pour acheter davantage de nourriture, dans le souci d'accroître leur apport énergétique alimentaire et de diversifier leur alimentation. Dans ce contexte, nous constatons avec satisfaction une amélioration sensible de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Nous observons une tendance à la baisse de la prévalence de la sous-alimentation et une certaine amélioration de l'évolution des principaux indicateurs anthropométriques de l'insuffisance pondérale, du retard de croissance et de la mortalité liée à la nutrition, chez les enfants. La lutte contre certains types de carences en micronutriments ou «faim invisible» a aussi fait des progrès dans plusieurs pays. Ces résultats encourageants tiennent aux effets combinés de plusieurs facteurs: l'attention croissante que retient le

¹ Toutes les notes et les références figurent à la fin du rapport, aux pages 65 à 69.

problème de la faim dans le monde, la croissance économique en général, la croissance agricole en particulier et les interventions politiques ciblées.

Cependant, comme l'atteste également le rapport, 868 millions de personnes sont encore sous-alimentées et quelque 2 milliards de personnes continuent à souffrir des séquelles de carences en micronutriments. Dans le monde d'aujourd'hui, nous trouvons totalement inacceptable, alors que l'on dispose de ressources techniques et économiques sans précédent, que plus de 100 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale et soient donc incapables de réaliser tout leur potentiel socioéconomique et humain, et que la malnutrition entraîne la mort de 2,5 millions d'enfants chaque année. La faim et la malnutrition peuvent compromettre considérablement la croissance économique.

Nous sommes préoccupés par le fait que la plupart des habitants des zones rurales ne bénéficient pas de conditions d'emploi décentes ni d'une protection sociale suffisante et efficace. Nous exhortons les gouvernements à consacrer une partie des ressources publiques supplémentaires qui sont générées par la croissance économique à la mise en place des systèmes de protection sociale susceptibles d'aider tous ceux qui ne peuvent pas accéder à une nutrition correcte par leurs propres moyens. Une partie du rapport retrace certaines expériences récentes, dans lesquelles la croissance agricole et la sécurité alimentaire ont été épaulées par la protection sociale. Ces approches devraient être fondées sur les droits de l'homme, cibler les pauvres, promouvoir la parité hommes-femmes, améliorer la résilience sur le long terme et favoriser une sortie progressive et durable de la pauvreté.

Si le rapport sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012* reconnaît que la croissance économique peut effectivement accélérer le recul de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition, il n'en attire pas moins l'attention sur le fait que la mondialisation et la croissance économique sont souvent associées à l'émergence de la suralimentation, jusque dans les pays à faible revenu. Les transformations sociétales qui accompagnent la croissance économique, la modernisation et l'urbanisation ont conduit un nombre croissant de personnes à adopter des modes de vie et des régimes alimentaires qui favorisent la surcharge pondérale et son cortège de maladies non transmissibles. Dans nombre de pays, les systèmes de santé publique en font déjà les frais. Comme les pertes après récolte, la surconsommation et le gaspillage dilapident les maigres ressources qui pourraient servir à améliorer la nutrition de tous ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim et à réduire simultanément l'empreinte environnementale du système de production alimentaire.

De concert avec les gouvernements et la communauté internationale, nos trois organisations s'attachent à élaborer des approches plus intégrées de la sécurité alimentaire et de la nutrition et à promouvoir la coopération entre toutes les parties prenantes. Pour mieux lutter contre l'insécurité alimentaire sous toutes ses formes, les politiques, les stratégies et les programmes doivent non seulement être «favorables aux pauvres», mais encore être «en prise sur la question de la nutrition» et, à cet effet, promouvoir des interactions positives et durables entre les trois principaux secteurs qui doivent être mobilisés: l'agriculture, la nutrition et la santé.

Compte tenu de l'importance que revêt aujourd'hui la croissance économique dans les pays à faible revenu, nous notons avec une inquiétude particulière que la reprise de l'économie mondiale, après la crise financière qui a récemment ébranlé la planète, reste fragile. Nous engageons toutefois la communauté internationale à consentir des efforts supplémentaires pour aider les plus pauvres à accéder au droit fondamental de tout être humain à une alimentation suffisante. Le monde dispose des connaissances et des moyens nécessaires pour faire disparaître l'insécurité alimentaire et la malnutrition, peu importe sous quelle forme. Nous considérons donc que la réalisation de cet objectif n'a rien d'une ambition démesurée et nous applaudissons le défi «Faim zéro» que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a récemment lancé.



José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO



Kanayo F. Nwanze
Président du FIDA



Ertharin Cousin
Directrice exécutive du PAM

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 a été rédigé sous l'autorité générale de Jomo Kwame Sundaram, Sous-Directeur général, et la supervision de l'équipe de direction du Département du développement économique et social. La coordination technique de la publication a été assurée par David Dawe et Hartwig de Haen (qui ont aussi été les rédacteurs techniques du rapport), Kostas Stamoulis et Keith Wiebe, tous de la Division de l'économie du développement agricole (ESA). Michelle Kendrick a coordonné l'ensemble des services de rédaction, de conception graphique, de mise en page et de publication. Anna Doria Antonazzo a assuré l'appui administratif avec efficacité et le personnel de la Division de la statistique (ESS) a produit les données relatives à la sous-alimentation qui sous-tendent le rapport.

Cette deuxième édition du rapport a été rédigée conjointement par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Thomas Elhaut (FIDA) et Lynn Brown (PAM) ont coordonné la contribution de leurs institutions respectives. Carlos Seré, du FIDA, a aussi soutenu cette entreprise commune de ses encouragements.

Le chapitre sur «La croissance économique, la faim et la malnutrition» a été rédigé par David Dawe et Hartwig de Haen. Thomas Elhaut (FIDA) a assuré la rédaction du chapitre sur «La contribution de la croissance agricole à la réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition», et Lynn Brown (PAM) celle du chapitre sur «la protection sociale des pauvres et des vulnérables», avec la contribution de Rosaleen Martin et Susanna Sandström (PAM) et de Benjamin Davis (ESA).

L'encadré relatif à la «Promotion de conditions d'emploi décentes dans le secteur de l'agriculture et les zones rurales pour instaurer la sécurité alimentaire» a été rédigé par Elisenda Estruch Puertas, de la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural (ESW). Ana Paula de la O Campos et Elisabeth Garner (ESW) ont assuré la rédaction des encadrés intitulés: «Concevoir des transferts qui promeuvent l'autonomisation sociale et économique des femmes» et «Concevoir des programmes de travaux publics qui apportent des avantages aux femmes». L'encadré intitulé «Lutter contre la malnutrition dans les zones urbaines: le système de sécurité alimentaire novateur de Belo Horizonte» a été préparé par Holger Güssefeld, de World Future Council. Benjamin Davis (ESA) a rédigé l'encadré qui a pour thème: «De la protection à la production».

Carlo Cafiero et Cinzia Cerri (ESS) ont produit l'annexe technique sous la direction de Pietro Gennari, avec l'aide de Nathalie Troubat, Chiara Brunelli, Ana Molledo et toute l'équipe chargée des statistiques sur la sécurité alimentaire et des statistiques sociales. Adam Prakash et Gladys Moreno Garcia ont fourni des informations extrêmement utiles.

Piero Conforti et Dominique van der Mensbrugghe (ESA), et Merritt Cluff et Holger Matthey, Division du commerce et des marchés (EST), ont aimablement réalisé les analyses pour des sections du rapport. Chiara Brunelli (ESS), Ali Doroudian (ESA) et Nathan Wanner (ESS) ont apporté un appui remarquable en matière de recherche. Melanie Cowan (Organisation mondiale de la Santé [OMS]) a facilité l'accès à certaines données.

Des observations et des suggestions intéressantes ont été formulées par James Garrett (Bureau du Directeur général adjoint pour les connaissances, FAO); Panagiotis Karfakis, Leslie Lipper, Nick Parsons, Terri Raney, George Rapsomanikis, Mark Smulders (ESA); Carlo Cafiero et Joseph Schmidhuber (ESS); David Hallam, Division du commerce et des marchés (EST); Mauro Bottaro, Ana Paula de la O Campos, Elisenda Estruch Puertas, Kae Mihara, Sibyl Nelson, Hajnalka Petrics, Cristina Rapone (ESW); Pierre Gerber, de la Division de la production et de la santé animales, Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (AGA); Ellen Muehlhoff, Brian Thompson et Peter Glasauer, de la Division de la nutrition et de la protection des consommateurs, Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (AGN); Irini Maltoglou, de la Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers, Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (NRC); Ilaria Firmian, Gary Howe, Geoffrey Livingston, Bettina Prato, Ganesh Thapa (FIDA); Lynn Brown, Giancarlo Cirri, Sarah Longford, Saskia de Pee, Carlo Scaramella (PAM); Ousmane Badiane (Division Afrique, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]); Melanie Cowan et Monika Bloesser (OMS); Mark Fryars (Initiative micronutriments); Mario Mazzocchi (Département de la statistique, Université de Bologne); Barry M. Popkin (Département de la nutrition, Université de Caroline du Nord); Vincent Requillart (Division des recherches, Institut national de la recherche agronomique [INRA], Toulouse); Marie Ruel (Division de la pauvreté, de la santé et de la nutrition, IFPRI); et Prakash Shetty (Institute of Human Nutrition, Université de Southampton).

Josh Graff Zivin et Fatima Frank (Université de Californie San Diego), Janice Meerman (ESA) et Amy Heyman (ESS) ont fourni du matériel de référence utile pour la rédaction des chapitres. Ce matériel de référence a été enrichi par des entretiens avec de très nombreuses personnes, notamment, Shukri Ahmed, Michelle Battat, Geraldo Calegar, Karel Callens, David Colbert, Andre Croppenstedt, Benjamin Davis, Mulat Demeke, Sophie Descargues, Dino Francescutti, Stefano Gavotti, Benjamin Henderson, Ageng Herianto, Martin Immink, Anara Jumabayeva, Juniati, Victor Leon, David Lugg, Weldeghaber Kidane, Marco Knowles, Katia Medeiros, Danilo Mejia, Ellen Muehlhoff, Florentina Williamson Noble, Alain Onibon, Luis Dias Pereira, David Phiri, Maylis Razes, Jean Risopoulos, Luca Russo, Syed Saifullah, Garry Smith, Mark Smulders, James Tefft, Benoist Veillerette, Mario Zappacosta (FAO); Ivan Cossio Cortez, Ulac Demirag, Frits Jepsen, Zainab Kenjaeva, Miriam Okong’o, Thomas Rath, Ladislao Rubio, Steven Schonberger, David Young (FIDA); Saidamon Bodamaev, Lynn Brown, Maria Catharina, Cedric Charpetier, Richard Choularton, Giancarlo Cirri, Saskia de Pee, Ugo Gentilini, Peter Guest, Sarah Longford, Asif Niazi, Kiego Obara, Carlo Scaramella (PAM); Enrique Blanco Armas, Bénédicte de la Brière, Ziauddin Hyder, Menno Mulder-Sibanda, Claudia Rokx, Ahmed Shawky (Banque mondiale); Mohammad Abdul Aziz, Mannan Abdul, Lalita Bhattacharjee, Marie Jo Cortijo, Ciro Fiorillo, Peter Ragno, Shaikh Sabur, Reza Talukder, Shahin Yaqub (équipe technique du programme de renforcement des capacités nationales en matière de politiques alimentaires, Ministère de l’alimentation et de la gestion des catastrophes, Bangladesh); Hal Hill (Université nationale australienne); Agnes Katsulukupta (Ministère de la santé, Malawi); Francesca Bastagli (London School of Economics), Millard Long (Banque mondiale, retraité), et John Oddling Smee (FMI, retraité).

Flora Dicarlo et Omar Bolbol ont assuré les services de conception graphique et de mise en page, pour l’édition anglaise. Les services de traduction et d’impression ont été assurés par le Service de programmation et de documentation des réunions, Département des services internes, des ressources humaines et des finances de la FAO.